



## **LA PARTICIPATION DES HABITANTS, RECHERCHE, ACTION. MARSEILLE, ÉCHIROLLES, MANTES-LA-JOLIE, GRANDE SYNTHÉ.**

Les acteurs de la ville, recherchent des modes d'intervention qui permettraient aux grands quartiers d'habitat public des années 60 (ex : ZUP, DSQ) en Contrat de Ville, de se stabiliser et de mieux vieillir. Une hypothèse forte traverse les responsables de l'État, et en particulier la DAU et la DIV, c'est d'une part que l'intervention des habitants sur leur quartiers entraîne une réelle appropriation de celui-ci, d'autre part, que cette appropriation permettrait d'en améliorer durablement le fonctionnement.

C'est pourquoi, la DAU et la DIV, en septembre 1994, ont lancé conjointement un appel d'offre de recherche sur la place des habitants et leur participation aux processus d'élaboration de projets urbains afin de faire le point sur les avancées méthodologiques et les expérimentations locales pour pouvoir ensuite diffuser largement de telles expériences afin que chaque équipe de projet, chaque association d'habitants ne soit pas en train de réinventer le monde.

Quatre Agences d'Urbanisme, en s'appuyant sur la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme) ont répondu conjointement à cet appel d'offres avec le Bureau d'Études "arpenteurs", et ont été retenues : les Agences de Grenoble, Marseille, Dunkerque, et Mantes la Jolie.

Leur réponse s'éloigne en partie des réponses classiques de recherche, dans la mesure où elles ont été et sont partie prenante des processus en cours et ont choisi de s'appuyer sur cette implication, pour à la fois prendre une distance d'analyse par rapport aux expériences, et en même temps s'appuyer sur leur insertion dans les équipes pour favoriser une réflexion et des avancées communes aux différents acteurs.

La Recherche-Action qui dure depuis quelques mois, fait se converger plusieurs pistes.

D'abord sont mises en place quatre rencontres tournantes associant les mêmes personnes, en Mars 1995 à Grande Synthe, en Novembre 1995 à Echirolles, en Janvier 1996 à Marseille, et en octobre 1997 à Mante-la-Jolie, au Val-Fourré.

Ces personnes représentent les trois acteurs-clé de tout processus de participation, élus, habitants, techniciens, qui interviennent sur des quartiers en Contrat de Ville, à Villeneuve Echirolles, Grande Synthe, Marseille et Val-Fourré.

Ces rencontres sont, bien sûr, l'occasion de découvrir ces sites, mais elles sont principalement structurées autour d'ateliers-débats qui permettent, sur la base d'expériences, de réfléchir à des questions importantes et récurrentes sur les échelles de territoire, l'articulation des temporalités, les modes de négociation, l'art de dialoguer, l'hétérogénéité des habitants.

Il est demandé aux participants de ne pas coller à leur histoire, mais d'en dégager les points qui paraissent des avancées ou qui demeurent problématiques. Les synthèses des travaux d'ateliers sont rédigées ; quelques jours plus tard les participants doivent dire ce qui leur a paru le plus intéressant.

Les rencontres suivantes servent à valider les points d'accord, à soumettre au débat, ceux qui ne sont pas parus clairs. Il est demandé aux participants de chaque site de raconter comment ils ont pu s'appuyer sur les acquis des ateliers, à quelles difficultés ils se sont heurtés.

Des deux premières réunions, nous tirons déjà quelques conclusions.

Il n'y a pas de participation sans volonté politique locale très affirmée, la prise de parole habitants repose avant tout sur la capacité d'écoute des

*Reproduction autorisée sous réserve de mention du producteur et de citation exhaustive*



institutions, la toute première et nécessaire formation consiste dans l'apprentissage des méthodes et des règles de l'art du dialogue, la transparence est une condition indispensable, le respect du rôle de chacun sans la moindre confusion est essentiel, un espace de négociation avec des modes de validation écrite et de contractualisation doit être dégagé.

Par delà la capitalisation sur les invariants faite à travers les analyses des expériences passées, et les ateliers de débat, se pose la question de la rediffusion de ces acquis à des équipes locales.

Quels moyens les plus pertinents trouver, pour que des élus, des habitants, des chefs de projet qui manifestent l'intention de travailler ensemble sur un projet urbain, puissent s'appuyer sur des expériences mises en oeuvre auparavant, ou sur un autre site et se servir de l'apprentissage antérieur ?

Cette question est une question clé. Elle pose à la fois le problème de la capitalisation, mais aussi celui de la diffusion et de l'utilisation, c'est à dire de l'usage qu'en font les acteurs confrontés aux mêmes problèmes.

L'utilisation réelle, par les acteurs sur le terrain, de ces avancées méthodologiques qui leur permettent entre autre, de ne pas répéter les mêmes erreurs et de ne pas perdre ainsi un temps précieux, nécessite une réflexion sur les conditions réelles d'usage.

Il y a participation lorsque localement se rencontrent, à dose variable, trois volontés plus ou moins claires, plus ou moins conscientes : des élus qui manifestent cette intention, des habitants prêts à y consacrer de l'énergie, des professionnels disposés à jouer le jeu. Cette combinaison, sorte de précipité local, ne peut être créée par une incitation de l'État, ni par la diffusion de savoir-faire.

En revanche, lorsque les conditions existent et seulement dans ce cas, lorsqu'il y a intention, désir, recherche, volonté affichée, comment l'État peut-il mettre à disposition ce nouveau collectif de travail des outils méthodologiques ?

Il semble que la méthode du réseau vivant d'échanges d'expériences, s'appuyant sur des pratiques, soit plus adaptée, à condition que ce réseau soit interrogeable à partir de mots clés, simples et précis, cernant ce que cherchent les acteurs.

C'est donc bien cette alliance entre du concret (rendant compte d'expérimentations significatives) et cet abstrait (qui consiste à organiser ce concret) qu'il faut bâtir et diffuser. C'est une sorte de révolution méthodologique. On ne propose pas d'accumuler une série de cas tous plus ou moins semblables. En effet, trop d'informations nuisent. On ne propose pas non plus un outil conceptuel bâti à partir de l'analyse des expériences, qui est certes intéressant, mais parle surtout aux chercheurs ou spécialistes. On propose de sélectionner des expériences significatives présentant une avancée réelle, et de bâtir l'outil conceptuel, le thesaurus qui va permettre de les interroger.

L'ambition de ce réseau est de permettre à des acteurs engagés dans la transformation du réel d'interroger une base de données dans laquelle est rentré de manière simple, l'essentiel d'une expérience et sont décrites les coordonnées des personnes à joindre. Cette base de données DPH a été constituée par la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Cette approche reste toujours ouverte et s'enrichit, au fur et à mesure, des expérimentations. Elle renvoie à du vivant et permet d'entrer en contact.

Nous proposons de traduire l'essentiel de notre réinterrogation des expériences passées sous la forme de ces fiches problématiques.

Cette recherche-action se veut un processus où deviennent chercheurs les acteurs eux-mêmes, habitants, élus, techniciens engagés dans leur propre expérimentation.

Ce processus, qui se bâtit dans l'échange, les contradictions, les tâtonnements, s'inscrit plus largement dans des tentatives pour réinventer des modes de gestion évolutive des villes.

*Reproduction autorisée sous réserve de mention du producteur et de citation exhaustive*



---

**Mots clés :** Gestion urbaine, participation des habitants, aménagement urbain, réseau d'échanges

**Contact :** Martine TOULOTTE - Agence d'Urbanisme de la Région de Grenoble - Tél. : 00 (33) (0)4 76 28 86 00

**Rédacteur :** Martine TOULOTTE, 1995/12/01

**Production :** Agence d'urbanisme de la Région de Grenoble

---

*Reproduction autorisée sous réserve de mention du producteur et de citation exhaustive*